

11 janvier 2015 :

Manif « hollandaise »... ou sursaut contre le pourrissement !

Les manifestations du 10 et du 11 janvier 2015 ont soulevé un débat. Nous l'avons eu à chaud entre nous et avec des proches. Il n'est pas inutile d'y revenir pour cerner les caractéristiques de la période, à travers l'éclairage de deux observateurs engagés : Emmanuel Todd et Alain Badiou qui ont chacun publié point de vue et livre depuis ce 11 janvier.

Emmanuel Todd, à travers son livre paru au Seuil : « Qui est Charlie ? » y a vu une démonstration de force du bloc hégémonique et de la base de masse du pouvoir en place, européiste, pro euro, islamophobe, qui mène, depuis Maastricht en 1992, le pays « droit dans le mur » ! Nous y reviendrons plus loin.

Alain Badiou y a vu à travers son article du 28 janvier 2015, dans le journal « Le Monde », une confirmation des ravages du « capitalo-parlementarisme » à l'œuvre en France et en Occident. Une tentative supplémentaire de restaurer le drapeau tricolore et tout ce qui va avec, le piétinement du drapeau rouge, ce qu'il en reste. Confirmant la relégation, bien réelle, des milieux populaires, ouvriers et immigrés des banlieues proches ou profondes et paupérisées. Badiou, à travers un livre d'entretien avec Peter Engelmann qui date de 2013 : « Quel communisme ? » (paru en français chez Bayard, en mars 2015) imperturbable, analyse la période : « Le capitalisme a repris le dessus de façon universelle, il est absolument déchaîné et barbare pour la communauté. Cette barbarie étant pour l'instant dominante, il faut d'abord reconstruire l' « idée », refaire circuler le mot communisme. Il faut organiser de petits noyaux d'expérimentation politique locale, il faut accompagner tout cela par des travaux dialectiques, analytiques et formels. C'est ça la situation. »

Todd comme Badiou sont d'accord pour dire : - Hollande, esseulé dans les urnes et les sondages depuis son élection, a réussi le tour de force de manifester suivi par 4 millions de manifestants ? « Une belle prise » dit Todd !

Que nous dit Emmanuel Todd ? Il met en évidence un bloc hégémonique. Le bloc « MAZ ». – « M » pour classes moyennes : 42% de la population active, qui se répartissent en 17% : classes moyennes supérieures, cadres, professions intellectuelles supérieures, professeurs, et 25% de classes moyennes inférieures, instituteurs, professions intermédiaires. Les 17% « supérieurs » ayant réussi à contrôler et à entraîner derrière eux, les 25% « intermédiaires », en particulier ce 11 janvier 2015. – « A » pour personnes âgées ! – « Z » pour « catholiques zombies », concept anthropologique et social né de la désagrégation finale de l'Eglise, en 1960, dans ses bastions traditionnels.

Todd voit à travers le PS et Hollande un produit de cette France déchristianisée de fraîche date.

Le bloc hégémonique « Maz » vient de loin puisqu'il était en voie de constitution au moment du référendum sur Maastricht avec le « oui » à 51% en 1992 ! Bloc européiste, pour l'euro indéfectiblement.

Ce bloc est inquiet, la crise s'est approfondie, la crise de l'euro est toujours là et il a besoin d'un bouc émissaire. L'islam ! Instrumentalisé par l'Etat PS grâce à une inversion entre effet et cause. L'assimilation ne se fait plus ou difficilement non pas à cause de la crise, du chômage et de la politique économique menée en particulier par le PS, depuis 1992, mais parce que les immigrés et leurs progénitures ne veulent plus s'intégrer, refusent la République et les mœurs de la société française. D'où pour Todd, l'émergence de l'islamophobie au sein et porté par ce bloc et sa régression républicaine, ce « néorépublicanisme » porté par l'Etat PS, qui fort de sa bonne conscience, mène un double combat, contre les couches populaires et toute la jeunesse et contre l'islam. Du coup, cette islamophobie engendre en retour, en particulier parmi les couches populaires visées, de l'antisémitisme.

L'analyse et le bilan faits par Todd de l'histoire de l'Etat PS et de sa base de masse auraient été instructifs et pertinents s'il n'avait pas fait l'impasse complète sur la financiarisation et son corollaire le pourrissement qui touchent toutes les sociétés, française comprise. Dès lors il dérape et élargit la cible à l'ensemble des manifestants du 11 janvier. « Une oligarchie de masse émerge, définie par un niveau éducatif supérieur et des revenus acceptables. Elle tient le pays, lui impose ses valeurs et ses rêves, rejette dans la proche banlieue les enfants d'immigrés, dans la banlieue plus lointaine et au fond des départements les milieux populaires français. » Une oligarchie de 4 millions de gens !!

Le problème de Badiou comme de Todd : leur caractérisation du pouvoir en place est à peu près juste, mais ils minimisent ou veulent ignorer les retombées de la financiarisation, le pourrissement global, générateur d'implosion des sociétés et des Etats. Et du coup, ils font de la manif du 11 janvier, une manif à la remorque de l'Etat PS !

Pourquoi y a-t-il eu 4 millions de gens dans la rue ce week-end du 11 janvier 2015 ?

Pas parce que Valls et Hollande y ont appelé ! Pas sur le « néorépublicanisme » du PS !

C'est un sursaut contre le pourrissement, que, ni Valls ni Hollande et tout l'Etat PS ne perçoivent comme la caractéristique principale de la période. A travers les crimes d'une poignée d'individus, ce pourrissement explose au grand jour à la figure de tous, et met en lumière la fragilité définitive de la société, de son lien social, de ses institutions. Un sursaut collectif d'un jour qui sait que le pourrissement, (corruption, banditisme, terrorisme...) est désormais devant nous et qu'il est porteur de déchéances et de drames insoupçonnés.

Un sursaut qui appartient à ce cycle de manifestations qui ont vu le jour depuis la crise financière de 2008 : - Tunis, le Caire en janvier 2011, les Indignés en Espagne en mai 2011, les manifs en Grèce depuis 4 ans, Istanbul et Rio en 2013, contre l'assassinat lié à la collusion mafieux et Etat de 123 étudiants au Mexique en 2014, contre la corruption en Inde depuis deux ans, au Brésil de nouveau en 2014 contre la corruption du pouvoir, HongKong et la révolte des parapluies, et on en oublie, en particulier en Afrique, en Russie ou aux USA ! La Tunisie il y a quelques semaines, après les crimes au musée Bardo.

Des manifestations qui, loin d'être un appui à un Etat, une institution, un parti ou une ligne politique, sans slogan particulier ou muettes parfois (par exemple les manifs des Bonnets Rouges en Bretagne à l'automne 2013 à Quimper et Carhaix), mettent en branle ponctuellement quelques dizaines de milliers ou millions de gens, toutes catégories sociales confondues, à la recherche d'un moyen pour faire face à ce magma du pourrissement.

Avec ce pourrissement, c'est la fin de la politique !

Le pourrissement provoque son naufrage. La financiarisation tue la colonne vertébrale de l'économie réelle mondiale, le rapport capital/travail. La fonction économique et sociale des 2 classes qui s'affrontent dans ce rapport est laminée. Pas en un jour, mais sur une longue période, qui s'étale du milieu des années 80 à aujourd'hui, et le laminage se poursuit.

Les politiques respectives qui étaient le produit de ces 2 fonctions antagoniques et qui faisaient l'histoire de la lutte de classes, sont moribondes.

A contrario du capital en fonction, la financiarisation ne repose pas sur l'extraction du surtravail. Extraction qui pour durer nécessitait des outils de domination, appareils d'Etat... Elle rend obsolète le rapport qui a traversé toute l'histoire du capitalisme, entre le capital en fonction et l'Etat. L'Etat, « capitaliste collectif » n'existe plus. L'oligarchie du capital fictif n'est pas à la recherche de « fondés de pouvoir » à travers un Etat, comme du temps des monopoles nationaux, impérialistes. Elle est plutôt « libertarienne » ! Des Etats faillis, des nations, des peuples et des travailleurs divisés, lui va très bien. Pour une financiarisation libre et sans entraves !

C'est ce qui rend obsolète l'analyse du Front National en terme de fascisme en marche. Le fascisme reposait sur le capital en fonction, avait besoin de museler les ouvriers et les peuples pour bâtir une économie de guerre et réaliser ses objectifs impérialistes. Avec la financiarisation, c'est le délitement de l'économie, du rapport capital/travail, la dislocation des sociétés et des Etats qui sont en marche.

C'est au regard de cette désagrégation, que le Front National reste un danger, parce qu'il est à la pointe de la division (suivi à des degrés divers par tous les autres partis, PS compris) - du fait de son mot d'ordre de « préférence nationale », de nature à générer troubles et guerre civile larvée ou plus, sur le thème, « plus français que moi tu meurs ! »

A plus forte raison dans un contexte où les flux de migrants, pur produit du pourrissement, ne peuvent que s'amplifier. Un faiseur de divisions et de guerre civile, ouvrant les vannes aux bandes de voyous armés, aux caïds locaux, toute la lie, autre qu'en cols blancs, qui profite de la financiarisation et de « l'économie souterraine », celle de tous les trafics, celle décrite par Saviano dans « Gomorra ».

La fin de la politique est particulièrement mal vécue en France. Le pays par excellence de la lutte de classes disait Marx ! Et des luttes politiques ! Et en même temps, ajoutait Marx, le champion de l'illusion du politique, depuis la Révolution Française.

Pour nous, sur le plan idéologique, le carcan n'est pas religieux, il est politique. « Charlie Hebdo » a « payé » lourdement, avec l'assassinat de sa rédaction, tout en guerroyant à côté de la plaque. Il persiste et signe, depuis, mais ne peut fidéliser que les francs-maçons où les nouveaux laïcs radicaux de l'appareil d'Etat (les néorépublicains dont parle Todd) qui voient de la religion et des religieux partout et jouent les Voltaire du 21^e siècle, à bon compte. Pointant les porteuses de foulards, et maintenant de jupes trop longues !

Il n'y a pas de retour du religieux, il y a des politiques qui veulent se donner un sursis, faire du rab! Même un Ayatollah Khomeyni, dès 1979 revenant en Iran, en convenait : « Si l'islam n'est pas politique, il n'est rien. » La religion juive prisonnière des agissements du pouvoir d'Etat israélien en conviendrait aussi. Et la religion chrétienne, catholique en particulier, s'est particulièrement « fait » très politique, par exemple à travers le mouvement « la manif pour tous » ! On y trouvait d'ailleurs beaucoup de « politiques » au premier rang ! Le pape François est un homme politique à part entière ! Comme un certain Jean Paul II !

Face au pourrissement : de quels repères et de quel « levier » avons nous besoin ?

- Nous avons déjà pointé un premier repère : la fin de la politique. Les classes sociales, bourgeoisie et classe ouvrière n'ont plus de politique, parce que leurs fonctions respectives et le rapport qui les voyait s'affronter, sont laminées. La logique : fonction de classe, politique de classe, parti de classe et pouvoir d'Etat de classe à conserver ou à bâtir, est obsolète!

Deuxième repère : la nécessité du combat contre les politiques, malgré tout !

Ils sont les chiens de garde de l'ajournement-pourrissement (cf note sur La Grande dévalorisation). Ils ne dégageront pas tout seul. Ils ont une fonction résiduelle d'obstruction, que les acteurs de la financiarisation rétribuent d'une façon ou d'une autre d'où la corruption. Politiques et partis barrent le chemin, qui passe par la prise en main de la production et de toutes les tâches afférentes, -conception, organisation, développement-, par les masses populaires elles-mêmes. S'impose la lutte contre les médiateurs qui prétendent avoir des solutions à toutes les situations dès lors que les masses restent passives, en dehors du coup ! « Votez pour nous, on s'occupe du reste » ! Ce combat s'apparente à celui des communards de Shanghai en 67 !

Dénoncer l'illusion du politique qui fait de l'Etat le seul moyen permettant l'unité de la société et le « vivre ensemble ». Ce n'est pas l'Etat et la politique qui lient les individus entre eux, c'est l'intérêt, la vie, la production, le besoin que l'un a de l'autre pour réaliser ses propres besoins dans la société.

Dépasser cette aliénation du politique, et quelques autres, qui constituent autant d'aliénations gigognes ne peut se faire que par un acte social global, une révolution. Ce n'est pas le seul citoyen, ni le seul croyant en une religion, ni le seul porteur d'une nationalité, ni le seul ouvrier ou salarié que cette révolution appelle, mais l'être social global, les masses populaires mondiales, n'ayant plus rien à retrancher, ni à refouler, ni à taire, pour agir, prendre en main la production sur de nouveaux critères et toutes les tâches afférentes à l'émergence d'une société-monde.

Troisième repère : affirmer et développer l'idée de peuple-monde !

Le problème central c'est l'unité ! L'idée que la politique est un passage obligé ou un levier encore possible est devenue fausse. L'idée que si la politique est morte, il n'y a plus rien à faire est fausse aussi ! Non seulement la fin de la politique dans l'histoire des sociétés s'explique parfaitement, du fait que nous avons atteint la borne finale du système capitaliste, mais elle est nécessaire pour réaliser l'unité de l'ensemble des masses populaires mondiales.

C'est le problème que Mao et les gardes rouges en Chine en 1967 ont rencontré. Ils s'étaient lancé dans une lutte qui nécessitait la fin de la politique et de tous les outils qui l'accompagnent, parti, Etat, armée professionnelle, à un moment où les conditions n'existaient pas encore. Le capital en fonction et ses catégories n'avaient pas atteint en Chine et mondialement leur borne finale.

Ne nous laissons pas aveugler : le pourrissement fait revenir à la surface toutes les contradictions anciennes, non ou peu résolues, frictions entre croyances, nationalités, régions, clans, tribus... Ce n'est pas pour autant que nous sommes revenus aux guerres de religion, ou aux luttes de libération nationale. Toutes ces luttes sont derrière nous.

Ceci dit, pas de dépassement de la borne finale du système sans un mouvement de masse révolutionnaire ! Et pour construire un mouvement révolutionnaire on a encore besoin d'une théorie. Que faire et quel organisation ?

Nous avançons l'idée de peuple-monde et appelons à former des réseaux et des comités peuple-monde. C'est un jalon qui permet de pointer plusieurs choses :

- le problème de l'unité requise pour la révolution est mondial ! Sa mise en œuvre est inédite et prévoir ses formes d'organisation aujourd'hui prématurée. Mais elle « décoiffera » forcément tous les schémas concernant la démocratie de masse.
- la rupture avec la logique du parti de classe qui s'édifie en s'épurant et l'Etat de classe, comme transition positive vers autre chose!
- la prise en compte du fait que les conditions internes à chaque pays sont dépendantes de la situation d'ensemble. Ceci n'ouvre en rien la voie à des « brigades internationales », ou groupes armés payés par des puissances extérieures pour faire la loi chez les autres, comme le peuple syrien le subit depuis 4 ans. Ou comme le pouvoir d'Etat français l'a fait en Libye en 2011 ou actuellement au Mali, en Centrafrique, au Sahel et en Irak. Mais souligne qu'il n'y aura pas d'avancée séparée durable, d'enclave libérée ou de grignotage graduel, progressif, de l'ajournement-pourrissement ! Ce n'est pas contradictoire avec l'idée que des expériences locales d'affirmation du peuple-monde sont nécessaires et possibles.
- l'organisation de la survie immédiate se pose ! Dans les pays qui sombrent ou par rapport aux flux de migrants erratiques.
- la nécessité de diffuser un point de vue et d'organiser la lutte idéologique, au sein du camp du peuple-monde en formation. Une théorie est nécessaire, pour éclairer la situation : combattre de façon organisée et mondiale l'oligarchie qui dirige la financiarisation et le pourrissement qui en découle, qui entraîne la destruction des conditions d'existence de l'antagonisme des classes. Destruction qui appelle une disparition du caractère politique de toute autorité et de toute centralité.

Comment organiser le caractère social des forces productives en vue de la révolution, c'est à dire avant la prise en main de la production mondiale par les masses elles-mêmes? Comment organiser l'être social constitué par les masses populaires du monde en vue de la lutte finale ? C'est un paradoxe en soi, puisqu'en même temps nous appelons à lutter contre tous les médiateurs patentés et professionnels qui veulent poursuivre le grand ajournement. Nous assumons ce paradoxe ! Parce que nous pensons que les peuples et les masses populaires sauront inventer l'avenir.